

Mobilisation des personnels à la DGFIP

Retrait du plan Darmanin

Depuis plusieurs semaines, **FO Finances** soutient les agents de la Direction Générale des Finances Publiques qui ont engagé des actions sur l'ensemble du territoire pour dénoncer le projet de « nouveau réseau de proximité » ou de « géographie revisitée ».

Ce plan, préparé en catimini depuis des mois et présenté en juin dernier, a pour objectif de supprimer plus de 900 trésoreries et 200 centres des finances à l'échéance 2022.

Pour arriver à ce résultat, le ministre a l'intention de supprimer plus de 5 000 emplois sur les trois prochaines années, contribuant à hauteur de 80% aux suppressions d'emplois dans la Fonction Publique de l'État.

Le ministère a lancé une campagne de communication inédite sur le thème de « la réimplantation des services publics dans les territoires », au travers d'une présence dans les maisons de services publics et le passage occasionnel d'agents dans les communes.

Les élus locaux ont très rapidement pris conscience de l'entourloupe et dans de nombreux départements se sont insurgés contre la fermeture d'un nouveau service public dans leur commune.

Cette fronde des élus locaux est aussi le fruit des actions menées par les agents et leurs représentants syndicaux, qui ont su expliquer les véritables velléités du ministre Darmanin et de son directeur général des finances publiques Fournel.

La récente annonce de corrections sur les différentes cartographies départementales ne remet aucunement en question la réforme dans sa globalité.

Transférer d'une commune à l'autre la présence d'un service de la DGFIP n'est pas le sujet.

Au final, cette réforme est une remise en cause de l'ensemble des missions de la DGFIP et aucun agent ne sera épargné.

Elle participe à l'externalisation des missions et plus généralement à l'affaiblissement du service public dans notre pays.

La loi de transformation de la fonction publique constitue l'outil pour la mettre en œuvre, avec par exemple la suppression des CAP de mutations, le détachement d'office pour suivre sa mission, le recours massif aux contractuels ou encore les contrats de mission à durée déterminée.

Face à la gravité de cette situation, FO Finances soutient son syndicat national FO DGFIP dans l'appel à la grève lancé par l'intersyndicale le lundi 16 septembre.

FO Finances soutient également l'appel des personnels à se réunir en assemblée générale pour débattre des suites du mouvement.

Seule une mobilisation d'ampleur, inscrite dans la durée, permettra d'obtenir le retrait du plan Darmanin-Fournel.